

Une publication de la CPRSI

Janvier 2012

Migrants et paysans dans la tourmente

Les effets pervers de la mondialisation



CPRSI

Commission Protestante Romande
Suisse-Immigrés

La CPRSI

Membres nommés par les Eglises romandes et les CSP

Diane Barraud, EERV, Lausanne
Roswitha Golder, EPG, Genève
André Jufer, EERV, Clarens
Gérald Lugin, EERF, Estavayer-le-Lac
Karin Phildius, EREN et
Fédération suisse des femmes protestantes (FPS), Les Brenets
Myriam Schwab Ngamije, CSP VD, Lausanne

Membre associé et nommé

Jean-Pierre Barbey,
Eglise catholique romande (COR), Bulle

Membres invités

Geneviève Jourdan, Genève
Théo Buss, la Chaux-de-Fonds

Secrétaire et collaboratrice

Brigitte Morier, CSP VD, Lausanne

Caissière hors commission

Ginette Pittet, Lausanne

Dessin de couverture

Christian Zilocchi, Morges

Mise en page

Brigitte Zilocchi, Bussigny

Rédacteurs de la brochure

André Jufer
Guy Musy
Silvia Arlettaz
Koffi Owoussi
Valentina Hemmeler Maïga
Joël Pinto
Claude-Eric Robert
Danielle Mamin

Adresse de la CPRSI

Commission Protestante Romande
Suisse - Immigrés (CPRSI)
c/o La Fraternité du CSP
Place Arlaud 2 - 1003 Lausanne
Téléphone 021 213 03 53

www.cprsi.blogspot.com

Table des matières

1	Editorial André Jufer	4
2	Des Araméens errants ! Guy Musy	6
3	N'oubliez pas vos «cousins» d'Amérique Silvia Arlettaz	9
4	D'Afrique en Europe, l'exil d'un agronome togolais Koffi Owoussi	12
5	Jusqu'à quand boirons-nous le lait de nos vaches ? Valentina Hemmeler Maïga	15
6	Des boucs émissaires ! Appel à s'indigner et à agir Joël Pinto	18
7	Du Jura au Sahel, l'exemple d'une agriculture durable Claude-Eric Robert	21
8	L'exemple d'une lutte solidaire Danielle Mamin	24
9	Abréviations utiles Quelques livres à lire	27
10	Quelques liens utiles sur le web	28
11	Quelques adresses utiles	29

Editorial

Des vies précarisées

Les uns et les autres subissent les effets pervers des mêmes politiques et des mêmes auteurs qui agissent au plus haut niveau ici et là-bas

« *Paysans en révolte !* » C'était en automne 2009 ; de grandes banderoles, fixées sur de grosses balles de foin entassées aux abords des fermes, clamaient leur révolte aux passants et aux automobilistes. Les paysans défrayaient la chronique par des actions-chocs qui en disaient long sur leur exaspération. A Saignelégier (JU) le 23 octobre de la même année, la conseillère fédérale Doris Leuthard, alors ministre de l'économie, en a fait l'amère expérience quand des éleveurs laitiers l'ont conspuée et l'ont bombardée de leurs bottes.

La misère touche de plein fouet de plus en plus de moyens et petits paysans dans nos campagnes. Ce qu'ils gagnent sur leur production laitière ou céréalière ne leur permet plus de vivre. Ils sont pris à la gorge par les prix que leur imposent Migros et Coop qui détiennent un quasi monopole. Ils

étouffent sous les mesures que leur dicte la politique agricole décidée par la Confédération. Ils se sentent comme une monnaie d'échange en faveur de l'exportation de notre industrie. Le nombre d'exploitations paysannes qui mettent chaque jour la clef sous la porte donne le vertige. Beaucoup désespèrent, comme leurs collègues de l'Union européenne, français en parti culier.

Parallèlement, de nombreux étrangers viennent chez nous avec l'espoir d'y vivre dignement et débarrassés de cette peur au ventre qui les tenaillait dans leur propre pays. Leur espoir est anéanti par le refus de nos autorités. Poussés dans la précarisation, interdits de travail, soumis à une vie dépourvue d'intimité dans des centres, frappés d'un décret d'expulsion, prostrés dans la hantise du lendemain ; voilà à quoi ils sont réduits par les lois de plus en plus



drastiques que le souverain a votées avec cette peur de l'étranger que les chantages xénophobes entretiennent systématiquement, faisant des migrants leur fond de commerce.

La Suisse, filot au milieu de l'Union européenne, partage avec cette dernière les mêmes craintes à l'égard des immigrés, érige les mêmes barrières, préconise les mêmes remèdes. L'Occident chrétien se barricade face à une détresse humaine venue du Sud dont il porte une lourde part de responsabilité. Car la politique de conquête économique que l'Occident ne cesse de déployer dans les pays du Sud, les pratiques prédatrices qu'y exercent nos transnationales, ne sont-elles pas celles qui déposèdent les paysans africains et latino-américains de leurs terres ? Leurs effets pervers ne poussent-ils pas des centaines de milliers de paysans à venir grossir les bidonvilles de centres urbains qu'une industrie insuffisante ne peut pas absorber ? Plongés dans une existence sans avenir, faut-il s'étonner que ceux qui parmi eux le peuvent, souvent avec l'aide de proches qui se sont cotisés pour leur payer un voyage hypothéqué par tous les dangers, viennent frapper à la porte de l'eldorado qu'ils croient trouver chez nous ?

Mais quel rapport cette vie subie par les migrants a-t-elle avec les conditions de plus en plus impossibles imposées aux paysans chez nous ? Aucun au premier abord ! Pourtant, en cherchant ne serait-ce qu'un peu, on découvre que les uns et les

autres subissent les mécanismes pervers des mêmes politiques économiques, des mêmes pouvoirs financiers, des mêmes acteurs qui au plus haut niveau agissent ici et là-bas.

Voilà donc les questions qui nous ont habitées à la CPRSI, pour aboutir à la brochure que vous avez entre les mains.

Nous avons invité des personnes de divers horizons à s'exprimer sur ces questions, à partir de leurs expériences, de leurs réflexions, de leurs engagements et de leurs convictions. Certains articles sont davantage des analyses, d'autres des témoignages, d'autres encore des interpellations.

Nous espérons que vous y trouverez matière à réflexion et surtout de nouvelles motivations pour construire un monde moins cloisonné nord/sud, paysans/migrants, étrangers/suisses et plus solidaire.

*André Jufer, pasteur à la retraite,
membre de la CPRSI,
Planchamp sur Clarens*



2 Des Araméens errants

L'accueil de l'étranger est une richesse potentielle pour la nation qui le reçoit

«*Mon père était un Araméen errant*». L'itinérance dont parlent les premiers livres de la Bible ne s'explique pas exclusivement par des motivations religieuses («*Pars dans le pays que Je t'indiquerai!*»). Des contraintes physiques ou économiques, beaucoup plus élémentaires, peuvent en rendre compte. La littérature biblique postérieure réinterprétera cette histoire primitive dans un sens nettement théologique, oubliant ou négligeant ces besoins primaires.

Si j'en crois le livre de la Genèse, les fils de Jacob, poussés par la faim, sont descendus en pays d'Égypte, pour se procurer le blé qui leur manquait. Au départ de la saga de l'Exode, il y a donc l'histoire d'une disette alimentaire qui entraîna une émigration de paysans et de pasteurs sémites vers les bords du Nil, loin des collines arides de Canaan que les Écrits bibliques postérieurs se plaisent à

décrire poétiquement comme une terre où coulent le lait et le miel. Ne l'oublions pas : les Hébreux émigrés dans le delta du Nil étaient considérés et traités comme de véritables réfugiés économiques. Et les Égyptiens de l'époque le leur firent bien sentir, jusqu'à les contraindre à utiliser des méthodes criminelles pour limiter l'explosion de leur démographie. Bien avant nous, les Pharaons avaient donc inventé les «*mesures de contraintes*». Elles ne prévoyaient pas d'avions chargés d'expulsés, préalablement menottés, mais mettaient en œuvre une politique plus radicale, tout en sauvegardant, comme nous le faisons encore aujourd'hui, le quota nécessaire d'esclaves étrangers - on les appelle maintenant «*travailleurs sans papiers*» - pour assurer le fonctionnement de l'économie de base.

Dans un contexte beaucoup plus bucolique,



nous lisons une histoire analogue dans le livre de Ruth. Poussée par la faim, une famille israélite se réfugie en pays de Moab et parvient même - ô horreur! - à s'y intégrer. Les fils épousèrent des femmes du pays. L'une d'elles, Ruth la moabite, vit mourir son mari avant même qu'il ne lui donnât un enfant. Elle accompagna Noémie, sa belle-mère, pressée de retourner chez elle. Après avoir moissonné les champs de Moab, son pays natal, Ruth se mit à glaner en terre étrangère. Une terre qui allait devenir son pays d'adoption. Le Messie fut le fruit de ces migrations paysannes.

Notre pays aussi a connu ce genre de déplacements de populations rurales.

L'«*Histoire des Gaules*» de Jules César nous apprend que nos ancêtres Helvètes, après avoir brûlé leurs villes et villages, se mirent en branle pour gagner des régions plus hospitalières que nos plateaux jurassiens ou alpins. Le général romain bloqua leur avancée et les obligea à rebrousser chemin. Plus tard, retour de manivelle, ce furent Burgondes et Allamans qui «*descendirent*» chez nous et, pour des siècles, marquèrent notre sol des diverses cultures qui intègrent encore la Suisse d'aujourd'hui.

Beaucoup plus tard, on ne saurait parler d'«*invasions*» pour qualifier l'arrivée des Huguenots, des Piémontais ou des Toscans protestants que l'intolérance religieuse chassait de leur pays. Ces exilés n'étaient, en règle générale, ni cultivateurs ni bergers, mais citadins artisans, commerçants, hommes de lettres ou de lois. Sans l'apport de leur savoir

et de leurs techniques, que serait devenue notre économie?

De nos jours, des historiens s'intéressent aux migrations «*économiques*» des paysans glaronnais, tessinois et autres Fribourgeois que la misère et la faim obligèrent au XIXe siècle à fuir leurs vallées alpestres et tenter de survivre au Brésil ou en Argentine. Ces dernières années, les Fribourgeois ont rétabli des liens sociaux et économiques avec leurs lointains parents brésiliens de «*Nova Friburgo*». Ils ont importé chez eux les structures d'une fromagerie moderne et, tout récemment, ils sont venus à leur secours quand un glissement de terrain mit en danger leur cité.

Ces flots migratoires n'ont pas cessé de nos jours. Des paysans suisses se sont établis au Canada au siècle dernier et l'on apprend que d'autres s'expatrient aujourd'hui en Roumanie, un pays où l'agriculture offre des promesses de rentabilité que l'on ne trouve plus en Suisse. Admirable échange! La Roumanie nous envoie ses Roms et nous lui offrons nos paysans!

Quelle leçon un chrétien peut-il tirer de cette histoire?

Que Dieu a fait don à toute l'humanité de la terre entière pour qu'elle soit habitée et mise en valeur pour le profit de tous. Quelques privilégiés n'ont donc pas à s'enfermer à double tour dans leur propriété, gardée par des chiens méchants, et protégée par une législation qu'ils ont eux-mêmes façonnée.



On pourrait s'interroger, comme le faisaient les théologiens médiévaux, si les affamés ne sont pas en droit d'occuper de force de nouveaux espaces sans qu'ils n'y soient invités. Pour prévenir cette violence, il vaut mieux prévoir en amont qu'il n'y ait point d'affamés. Ce qui supposerait une gouvernance mondiale qui veillerait à un partage équitable des ressources universelles et donnerait à chaque humain les instruments pour les exploiter en solidarité. Nous savons bien hélas que ce beau principe si souvent rappelé n'est que musique d'avenir. Il se heurte à l'égoïsme des Etats dont les frontières apparaissent de plus en plus dépassées et injustifiées. Tant que ce tabou ne sera pas levé, la société internationale continuera à pousser des cris d'orfraie à chaque catastrophe alimentaire, de mettre en place un plan d'aide d'urgence, ordinairement dérisoire au vu des besoins réels, mais sans vouloir ni pouvoir juguler le retour de la famine.

En attendant une solution idéale et définitive, il est permis d'agir déjà sur des réseaux sectoriels. L'accueil de l'étranger est non seulement un commandement divin que la Bible ne cesse de rappeler, mais aussi une richesse potentielle pour la nation qui le reçoit. Un climat d'ouverture ne peut que favoriser le partage des compétences et contribuer ainsi à la richesse d'une nation. Encore ne faut-il pas reléguer la communauté étrangère dans un ghetto social, religieux ou économique où elle ne peut que s'étioler, à moins qu'elle ne se révolte.

Le rappel de notre histoire ne devrait pas nous laisser indifférents. Nous sommes tous finalement des «*Araméens errants*».

Fr. Guy Musy o.p.
 dominicain et rédacteur en chef
 de la Revue Sources
 revue dominicaine éditée à Fribourg
 membre de la COTMEC
 Commission Tiers Monde de
 l'Eglise catholique,
 Fribourg



3 N'oubliez pas vos cousins d'Amérique

*Le continent américain devient pour de
nombreux Suisses une terre promise
300'000 personnes s'en vont entre 1880 et 1940
pour fuir les conditions économiques difficiles*

Les Arlettaz sont pour une part originaire de Liddes, en Valais. Pourtant, depuis belle lurette, ils ont déserté le village et même le cimetière. En revanche, à des milliers de kilomètres, dans la petite ville de Colón, province de l'Entre-Rios en Argentine, ils remplissent l'annuaire téléphonique. Avec eux, dans de multiples ports, bien d'autres Suisses sont descendus du bateau, pleins d'espoir dans un avenir meilleur.

Aujourd'hui, la Suisse s'émeut de sa forte population étrangère et les voix ne manquent pas pour analyser les conséquences, réelles ou supposées de cette présence, pour la société nationale. Elle s'inquiète de voir arriver tant d'étrangers fuyant des conditions économiques difficiles ; elle s'interroge sur la légitimité des départs. A-t-elle oublié qu'au cours du XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'émigration civile des Suisses pour les pays étrangers a été un

phénomène spectaculaire ? En particulier, l'émigration pour les pays d'outre-mer a profondément marqué la société ainsi que les mentalités par son caractère massif et généralement irrémédiable.

Quelle a été l'ampleur des flux ? Pour les seuls départs outre-mer, les estimations font état de quelque 200'000 personnes pour la période 1815 à 1880 ; et de 300'000 personnes pour la période 1880 à 1940 ; soit une moyenne annuelle respectivement de 3'077 et 5'000 personnes.

Si le mouvement est constant, l'apogée de la vague d'émigration se situe entre 1840 et 1914. Les flux connaissent de fortes accélérations, ainsi entre 1880 et 1893 avec un nombre exceptionnel de 120'760 départs (8'626 par an), enfin entre 1920 et 1923 lorsque la crise consécutive à la Première Guerre mondiale pousse à l'exil 30'000



personnes. Le phénomène est européen et, proportionnellement à sa population, la Suisse vient au sixième rang des pays d'émigration.

Les Suisses se dirigent alors massivement vers les pays d'Amérique où se créent des pôles d'attraction : en tête les Etats-Unis, suivis loin derrière par l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili.

Pourquoi tant d'hommes et de femmes ont-ils pris le chemin de l'exil ? Esprit d'aventure, recherche de nouveaux marchés pour des commerçants et des industriels ambitieux, émigrants conquérants pour qui la patrie ne suffit plus, accès à la terre pour des agriculteurs sans ressources ou sans domaines, ouvriers attirés par des débouchés prometteurs, les motifs sont variés. S'il y a certes derrière chaque émigrant une trajectoire de vie particulière, ce constat ne doit pas occulter les causes sociales profondes qui sous-tendent les départs. Dans une majorité des cas, l'émigration est une réponse au paupérisme ou pour le moins à une absence de perspective d'amélioration du quotidien.

Il peut paraître paradoxal qu'une Suisse en plein développement n'arrive pas à nourrir ses enfants. La raison est cependant simple, la prospérité est loin de bénéficier à tous. Dans une société majoritairement agricole, la déstructuration de l'équilibre social lié à la chute de l'Ancien Régime marginalise une large frange de la population. Dans ce contexte, les crises agricoles, puis les crises industrielles, notamment celles liées à la

mécanisation de l'industrie textile, plongent des dizaines de milliers de personnes dans la misère. Les transformations structurelles de l'économie ne permettent pas d'absorber les excédents de population agricole et artisanale. La main d'œuvre indigène ne répond pas aux nouveaux besoins du marché du travail. En particulier, les paysans ne sont pas formés et surtout, ils ne sont pas préparés mentalement à une reconversion. A cela s'ajoutent des barrières qui entravent la mobilité intérieure.

De nombreux nécessiteux partent à l'occasion de projets collectifs ou attirés par des offres mirobolantes. Certaines communes participent à des projets d'émigration. C'est le cas de la création de Nova Friburgo (1818) au Brésil, ou de la colonie New Glarus au Wisconsin (1844-1845). D'autres communes n'hésitent pas à pratiquer une émigration de débarras, jugeant plus rentable de subventionner les départs que d'entretenir des familles indigentes. Des délinquants suivront le même chemin, non sans susciter des réclamations de la part des autorités américaines. D'autres entreprises sont le fruit d'initiative individuelle (New Switzerland 1831) ou de collaboration américano-suisse (Pecos 1891).

L'accès à la terre devient rapidement l'objet de luttes impitoyables et les paysans un objet de spéculation. Le continent américain devient pour de nombreux Suisses une terre promise. Il offre de vastes territoires et certains Etats cherchent à attirer des colons. Des sociétés de colonisation et des agences d'émigration se multiplient. Dès les années



Migrants et paysans dans la tourmente

1850 elles organisent de vastes et agressives campagnes de propagande. Les émigrants entraînent leurs familles, puis leurs voisins, ce qui provoque parfois le dépeuplement de villages ou même de régions, ainsi dans les vallées de la Maggia ou de la Verzasca.

Jusque dans les années 1886, la moitié des émigrants sont des agriculteurs. A partir des années 1890, la vague des émigrants diminue et surtout change de nature. La terre américaine se tarit, les prix flambent ; désormais ce sont les secteurs industriel et tertiaire qui vont alimenter le marché. Cette situation est d'autant plus particulière qu'à partir de 1888, la balance migratoire est devenue positive avec l'arrivée croissante d'ouvriers étrangers venus participer aux travaux d'équipement du pays. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Suisse a été un des seuls pays en Europe à être à la fois une terre d'émigration et d'immigration. La force d'attraction des pays outre-mer s'est également érodée, soit en raison des problèmes politiques et économiques traversés par les Etats, soit en raison de la volonté politique des Etats de restreindre la liberté d'émigration.

Le bonheur a-t-il été une plante d'Amérique, pour reprendre la métaphore de Charles Monnard ? Pour un certain nombre d'émigrants, l'émigration a été le chemin vers une terre promise, avec au bout la réussite et la fortune, la création de vastes domaines. Mais pour une grande masse d'infortunés, le rêve américain ne s'est pas réalisé. Nombreux ont été les Suisses victimes d'entreprises colo-

niales malchanceuses ou frauduleuses. Beaucoup se sont endettés et se sont épuisés sur des terres ingrates, ou se sont vus réduits au statut de domesticité, voire de servage - ainsi au Brésil dans les années 1855 à 1860. D'autres sont venus grossir les rangs des prolétaires des grandes villes. Les retours volontaires ou liés à des problèmes politiques ont par ailleurs également été fréquents. Les générations futures se sont ensuite intégrées dans leur nouvelle patrie.

N'oublions pas que de nombreux Suisses ont des «cousins» dans le monde et que nous avons aussi tous des ancêtres qui ont été «étrangers dans le pays d'Égypte».

*Silvia Arlettaz, historienne
Université de Fribourg*



4 D'Afrique en Europe, l'exil forcé d'un agronome togolais

*L'achat à crédit de produits d'exportation
laisse les paysans dans la misère
Ils se retrouvent souvent en prison faute de pouvoir
rembourser leur dû après un travail à perte*

Mon expérience auprès des paysans au Togo

Né au Togo, à Agbandi et fils de paysans, je suis parti en Ukraine avec une bourse de l'Union Soviétique. Après sept ans d'études, je suis devenu ingénieur agronome et je suis retourné dans mon pays natal avec le désir d'y pratiquer ce que j'ai appris. J'ai travaillé essentiellement avec des paysans dans la production végétale (maïs, riz, sorgho, haricot, manioc, igname, coton etc...), faute de pouvoir travailler dans l'administration, ma position politique étant contraire à celle du régime en place.

Le Togo est doté d'un ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et chaque année un budget est destiné pour chacun de ces secteurs. Malheureusement, ce budget sert au Ministre, au directeur de Cabinet, aux directeurs régionaux et aux ingénieurs pour

pouvoir s'acheter de belles voitures, se construire de somptueuses villas et s'octroyer de nouvelles maîtresses; ils laissent ainsi les pauvres paysans dans des conditions de misère, dans un pays où plus de 80% de la population travaillent au niveau rural.

Ce qui est encore le plus navrant à constater, c'est qu'au lieu de laisser ces paysans produire ce dont ils ont réellement besoin pour vivre, le Gouvernement, avec la complicité des multinationales, les obligent à produire sur de grandes superficies des produits d'exportation (coton, café, cacao et autres) au détriment des denrées alimentaires fondamentales; de surcroît, ils doivent utiliser des pesticides et des engrais qui, non seulement polluent l'environnement, mais aussi et surtout nuisent à la santé des ruraux et détruisent le sol, conditions bien remplies pour le réchauffement climatique.

Les paysans n'ont même pas le contrôle sur le



prix des produits d'exportation; ce contrôle échappe aussi au gouvernement qui se contente de les acheter au moindre prix aux paysans pour les vendre plus chers aux multinationales (en mains étrangères) qui en tirent un grand profit.

L'achat à crédit de ces produits d'exportation laisse les paysans dans la misère pendant deux à trois mois, le temps nécessaire pour que l'Etat finisse de traiter avec les multinationales et dégager ses intérêts.

Les paysans sont obligés de prendre à crédit les intrants qu'ils doivent rembourser après récoltes et ventes, et cela, quelles que soient les conditions climatiques (trop de pluies, pas assez...). Ils se retrouvent souvent en prison, faute de pouvoir rembourser alors qu'ils ont travaillé à perte. Ceci a entraîné la fuite des paysans dans d'autres pays voisins (au Ghana, au Bénin ou au Nigéria, pays où la situation paysanne est aussi précaire). L'exode rural vers les villes est due à l'infertilité des sols appauvris par l'utilisation abusive des engrais et pesticides et des problèmes politiques. Beaucoup de jeunes gens, peu instruits ou pas du tout, vont au-delà des mers pour l'Europe ou l'Amérique où ils pensent trouver l'Eldorado, la sécurité et un avenir, alors qu'ils n'y sont pas du tout accueillis à bras ouverts.

Mon départ du Togo

Cette situation m'a amené à prendre position aux côtés du parti politique de l'opposition farouche - Union des Forces pour le Changement (UFC) - pour lutter en faveur des ruraux.

J'ai travaillé avec les paysans tout en introduisant de nouvelles techniques de culture (la monoculture, la rotation des cultures, la restauration des sols appauvris, comment composter afin de remplacer les engrais chimiques, comment utiliser des solutions biologiques dans la protection des végétaux; la variation dans l'habitude alimentaire par l'introduction de la carotte, de la laitue, des choux, etc...). Je les ai sensibilisés au sujet de leur autonomie alimentaire pour les inciter à être libres de produire ce dont ils ont besoin pour vivre en bonne santé. Je leur ai parlé des conséquences graves dans leur vie que provoque la politique du gouvernement - l'endettement, la détérioration des sols et de leur santé, l'effritement du sens de la solidarité et de la dignité humaine, la pollution du milieu environnemental - tandis que d'autres s'enrichissent sur leurs dos.

Ainsi, je suis devenu l'indésirable aux yeux du gouvernement, pas seulement de par ma position politique, mais aussi parce que je touchais leurs intérêts en ouvrant les yeux aux paysans.

Choisi comme candidat de mon parti dans ma région pour la députation, j'ai commencé à avoir des ennuis politiques et à subir des représailles: interdictions de réunions de sensibilisation, arrestations et emprisonnements. J'ai dû quitter le pays.

Mon exil proprement dit a commencé par le Ghana au HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés à Accra) du 06 juin 2003 au 06 janvier 2005, date de mon départ pour la Suisse.



Après mon départ, les paysans n'ont plus eu de soutien et ont été obligés de revenir à la case de départ, sous le joug de la politique gouvernementale.

Expérience en Suisse dans le milieu paysan

En Suisse, après avoir accompli le parcours du combattant pour devenir réfugié, j'ai travaillé dans quelques familles paysannes et j'ai pu constater que, malgré leur équipement (tracteurs et autres machines modernes), elles ont de la peine à joindre les deux bouts à la fin de l'année. Les prix de leurs produits ne sont pas du tout à la hauteur de leur travail car ils ont énormément de frais à assurer. Les paysans qui n'en peuvent plus se reconvertissent en bio, d'autres sont obligés de s'associer, d'autres carrément jettent l'éponge et s'attèlent à d'autres activités. Et c'est ici que je vois la ressemblance entre ce que vivent les agriculteurs aujourd'hui en Suisse et mes compatriotes au Togo et en Afrique en général. A croire que l'agriculture n'est pas valorisée, ni ici, ni ailleurs.

Je n'ai pas de statistiques au sujet du nombre de Togolais issus du milieu paysan, ni des exilés d'autres pays africains. Mais ce qu'il faut retenir, c'est qu'en dehors des exilés intellectuels et politiques, la plupart sont issus des milieux paysans ou de l'exode rural vers les villes. Les enfants des responsables politiques de l'Afrique ne viennent pas déposer une demande d'asile; ils sont non seulement les bienvenus en Europe, mais aussi des intouchables.

Liens entre paysans d'Afrique et de Suisse

Il vaut la peine de créer des liens entre paysans suisses et paysans en Afrique. L'échange du savoir-faire des Suisses (comme le compostage, la haie vive pour contrer l'érosion éolienne des sols, la couverture des sols après récolte contre l'érosion hydrique lors des premières pluies, la rotation des cultures et autres techniques culturales) est très important pour les paysans africains afin qu'ils puissent garantir leur autonomie alimentaire (agriculture de proximité).

Je salue tous les projets qui permettent à nos paysans d'améliorer leur production agricole, car si l'on développe l'agriculture de proximité, l'Africain ne sera pas tenté par l'exil et il restera chez lui.

*Koffi Owoussi, ingénieur agronome togolais,
fondateur du Réseau des Ingénieurs Agronomes
d'origine africaine en Suisse pour l'Afrique,
président de l'association biennoise
Présence Africaine,
Bienne*



5 Jusqu'à quand boirons-nous le lait de nos vaches?

Depuis plusieurs années, le marché laitier suisse est en crise... Disons-le tout de suite : ceux qui en subissent les conséquences, ce sont les paysannes et les paysans qui n'arrivent plus à couvrir leurs coûts de production. En 2010, plus de 1'000 fermes laitières ont mis la clé sous le paillason. Comment en est-on arrivé là ?

Jusqu'au début des années 90, les paysans suisses avaient un cadre étatique relativement fort qui fixait les quantités à produire tout en leur garantissant l'écoulement des produits. Cette politique quasi planifiée et de prix « garantis » a subi logiquement le coup de balai de la libéralisation des marchés et de leur dérèglementation. Depuis une quinzaine d'années, le marché laitier vit de grands bouleversements. Encore quelque peu régulé par le système de quotas publics gérant les quantités de lait à produire, ce marché s'est dégradé dès 2006. Cette date coïncide avec la possibilité, pour certaines organisations laitières, de s'affranchir du système de quotas de droits publics. Par la suite, ces quotas ont été entièrement abolis au 1^{er} mai 2009 et ont été remplacés par des quotas de droits privés.

Cette phase de transition, entre 2006 et

2009, a été extrêmement mal gérée par les différents acteurs que sont les paysans, la Confédération et les transformateurs-acheteurs :

- Les 27'000 producteurs de lait suisses ont été incapables de s'unir et de présenter un front solide face aux quatre industries laitières de transformation (EMMI, ELSA, CREMO, HOCHDORF : 82% des achats de lait industriel) et aux deux distributeurs (groupes Migros et Coop : 84% des ventes de lait industriel). Plus d'une trentaine d'organisations paysannes, avec des intérêts parfois divergents, ont été manipulées par les acheteurs.
- La Confédération a failli à son devoir de contrôle et de suivi de la phase de transition. Elle a été laxiste en octroyant trop de droits supplémentaires à produire. Sa légèreté a conduit aux pleins pouvoirs



des acheteurs et des transformateurs.

- *En faisant miroiter les marchés d'exportation, les transformateurs ont incité les paysans à produire plus de lait que le marché ne pouvait en absorber et ont ainsi poussé à la surproduction qui a mené à une pression énorme sur les prix qui ont baissé de 20% en un an.*

Les stations fédérales de recherche agronomique évaluent le coût de production d'un litre de lait entre 0.90 CHF et 1.16 CHF suivant la structure de la ferme, le nombre de vaches laitières et la zone de production. Or, les producteurs de lait reçoivent aujourd'hui entre 48 et 57 cts par litre de lait d'industrie (non transformé en fromage). Autant dire que chaque litre de lait produit leur coûte de l'argent. Les paysans sont donc en train de puiser allègrement dans leur capital pour tenter de maintenir leur exploitation à flot ; et cette pratique n'est évidemment pas durable.

Les 4 à 7% de lait qui sont produits en trop sont alors exportés (beurre, poudre de lait) avec l'aide de financements (subventions à l'exportation) provenant de la filière laitière. Tout récemment, l'Interprofession du lait a d'ailleurs pris la décision de faire peser sur les seules épaules des producteurs le financement des exportations. Ceci alors que l'industrie est largement responsable de cette surproduction. Au-delà des coûts supplémentaires pour les paysans (prélèvement sur chaque litre de lait produit), c'est une concurrence déloyale

envers les collègues d'autres régions qui voient arriver nos produits à un prix de dumping sur leur marché. C'est une attaque directe à la solidarité paysanne et au concept de souveraineté alimentaire. Si l'ensemble de la filière subissait un marasme, nous pourrions estimer qu'il est nécessaire d'en partager les conséquences. Mais tel n'est pas le cas.

Pour résumer, les industries et la grande distribution bénéficient, grâce à cette crise, d'un lait de qualité suisse, acheté à un prix toujours plus faible, vendu à un prix suisse aux consommateurs tout en n'étant même plus chargées de cofinancer l'exportation à vil prix des surplus. C'est ce qu'on appelle en langage courant : « tout bénéf ».

Les chiffres des résultats annuels des différentes entreprises sont la preuve que les transformateurs et surtout les grands distributeurs s'engraissent sur le dos des paysans : Emmi, leader des produits laitiers en Suisse, a dégagé en 2010 un bénéfice net en croissance de 14,3% par rapport à 2009, à 86,1 millions de francs, au delà de ses propres attentes. Cremo a vu son bénéfice net de 2009 progresser de 13%. Chez Migros, le bénéfice net a augmenté de 0,6% au regard de 2009, à 851,6 millions de francs. Ce résultat a atteint un niveau record selon l'entreprise. Elsa, sa filiale laitière, a généré pour sa part un chiffre d'affaires de 1,1 milliards de francs. Quant à Coop elle a, selon ses dires, vécu une belle année 2010 et augmenté son bénéfice de plus de 9% à 470 millions. Alors qu'entre juillet 2008 et



Migrants et paysans dans la tourmente

décembre 2010 le prix aux producteurs passait de 82 cts par litre à 56 cts en moyenne.

L'hyper concentration du pouvoir commercial dans les mains des deux grands distributeurs Coop et Migros - qui détiennent 85% du marché de détail et génèrent les marges les plus élevées d'Europe, respectivement 33% et 37% - est néfaste tant pour les paysans que pour les consommateurs. En tant que coopératives, Coop et Migros se doivent de réinvestir leurs bénéfices; elles le font en rachetant à tour de bras leurs concurrents (Waro, Carrefour, Pick pay, Denner etc.) ou en investissant massivement dans les magasins des stations services (Migrolino, Coop Pronto), augmentant ainsi toujours plus la puissance de cet oligopole. L'inaction de la Commission de la concurrence (COMCO) est plus que surprenante! L'exemple du marché laitier démontre pourtant de manière éclatante qu'il n'est pas possible de laisser faire le marché et espérer que celui-ci soit équitable tant qu'il y a un tel déséquilibre entre les forces en présence !

Quant aux consommateurs, ils ne sont pas gagnants non plus : si certains produits d'appel, tel que le lait UHT, ont vu leur prix baisser à l'étalage, ce n'est pas le cas d'autres produits. Les grands distributeurs multiplient les types de lait (de montagne, de la région, heidi, pro montagna, PAST, UHT, demi écrémé etc.) afin de pouvoir jouer sur les marges. En ce qui concerne les autres produits laitiers, telles que les boissons lactées, les fromages, yaourts ou autres spécialités, l'opacité quant aux marges

réalisées est complète.

Ce que les citoyens doivent réaliser, et au plus vite, c'est que l'image véhiculée par la grande distribution de jolies petites fermes de montagne familiales ne sera tout prochainement plus une réalité dans notre pays. L'intérêt de ces grands groupes est, à l'inverse de ce qu'ils projettent comme image, d'avoir sous la main des grandes fermes industrielles en plaine, proches des autoroutes afin de faciliter la collecte du lait et réduire encore les coûts.

Est-ce vraiment ce que souhaite la population ? Jusqu'alors, elle a toujours été en faveur d'une décentralisation de la production. La seule manière de garantir une occupation décentralisée de notre territoire et d'assurer la présence de fermes laitières à dimension humaine dans les vallées alpines, les plateaux du Jura et en plaine, c'est d'atteindre une union entre paysans et consommateurs afin de remettre les distributeurs à leur juste place : celle qui est de mettre à disposition des concitoyens à un prix juste les produits agricoles de proximité payés à un prix équitable au paysan. Et non de les laisser se complaire dans la position d'acteurs économiques hyper puissants qui font la pluie et le beau temps sur les marchés comme sous la coupole fédérale.

*Valentina Hemmeler Maïga,
agronome, secrétaire syndicale à Uniterre,*



6 Des boucs émissaires!

Appel à s'indigner et à agir

*Les sociétés ont toujours voulu s'en sortir
en désignant des « boucs émissaires »*

Les migrants sont des personnes

Si l'on peut dire que les migrations se produisent généralement des pays pauvres vers des pays riches, la loi de l'offre et de la demande n'explique pas pourquoi les flux migratoires se font à partir d'un pays plutôt que d'un autre, ni pourquoi à cette époque plutôt qu'une autre, ni pourquoi vers ce pays riche plutôt qu'un autre...

A cela s'ajoute la composante politique. Bien des migrants se plaignent de ne pas être respectés dans leur pays d'origine. Il s'agit parfois d'authentiques réfugiés politiques, mais non reconnus en tant que tels, ayant été victimes de persécution ou d'emprisonnement dus à leur appartenance ethnique ou religieuse. Si les courants migratoires ne

s'expliquent pas de manière simpliste c'est parce qu'ils s'inscrivent dans une dynamique de mobilité internationale, de globalisation de l'économie et de quête de reconnaissance de la dignité de l'être humain. Les migrants ne sont pas des chiffres abstraits mais des personnes qui cherchent non seulement du travail mais aussi un avenir dans le respect de leurs droits humains fondamentaux.

De la crise sociale à la crise sacrificielle

Les migrations posent sans doute un énorme défi dans notre monde globalisé. Dans les pays d'accueil, les migrants sont perçus comme menaçants pour le segment de la population autochtone la plus fragilisée, essentiellement les laissés pour compte des



restructurations et délocalisations, parfois peu formés, que l'on n'arrive que très difficilement à replacer dans le marché du travail. La crise économique actuelle a encore approfondi ce malaise. « S'il n'y a pas de travail pour nous, pourquoi y en aurait-il pour les étrangers ? », se demandent les gens. D'autres y voient un danger pour l'unité de la nation. Ils vivent très mal la cohabitation avec des personnes qui parlent une autre langue, qui ont d'autres habitudes et pratiquent une autre religion. On a beau leur dire que l'économie a besoin de main-d'œuvre ou que la couverture des prestations sociales suppose l'augmentation du nombre de cotisants... Ils voient surtout dans la mobilité migratoire et dans la multiculturalité une menace pour leur identité et la source de tous les maux sociaux.

Ainsi les migrants sont accusés successivement de prendre le travail des autochtones, de convoiter leurs femmes, de ne pas respecter les us et coutumes locaux, d'être des criminels réels ou potentiels, de polluer la nature et d'être responsables de la pénurie de logements. Donc, de la détérioration de notre qualité de vie. Ce dernier argument entendu récemment en Suisse, est particulièrement inquiétant. Avons-nous là les prémices d'un écofascisme qui s'attaquerait tout d'abord aux émigrés pour ensuite s'imposer en tant que totalitarisme environnemental ? Cette dérive idéologique sur fond de victimisation des ressortissants des pays en développement, mais qu'il ne faut pas confondre avec le mou-

vement écologiste ni avec le souci légitime de préserver la nature, risque de se répandre insidieusement dans les pays riches aux prises avec une crise sociale, économique et environnementale dont ils ne voient pas l'issue. Dans ces situations-là, l'histoire nous apprend que les sociétés ont toujours voulu s'en sortir en désignant des « boucs émissaires ».

Les populations se sentent actuellement, de manière diffuse, victimes d'un dérèglement social contre lequel elles sont impuissantes. La montée en puissance de la finance internationale, la perte de la légitimité du pouvoir politique, la relativisation des institutions productrices de sens, la perte de pouvoir des institutions sociales ou leur dysfonctionnement, tout cela engendre un état de confusion ou d'indifférenciation où les gens cherchent des responsables. Les mouvements populistes qui s'installent dans beaucoup de pays occidentaux se nourrissent de cette perte du lien social. Or, quand l'ordre social est troublé, la recherche du « bouc émissaire », en d'autres mots, le mécanisme de désignation d'une personne ou d'un groupe de personnes en tant que responsables des dérèglements sociaux se met automatiquement en place. Il n'y a rien d'objectif dans ce mécanisme. On pourrait même dire qu'il occulte le(s) véritable(s) responsable(s). Le bouc émissaire est tout simplement celui qui se prête le mieux à jouer ce rôle, pour différentes raisons. Aujourd'hui,



nous le savons, les migrants sont les mieux placés pour devenir les boucs émissaires de nos sociétés en crise.

René Girard qui a beaucoup étudié les textes anciens voit dans ce mécanisme de victimisation une constante de notre culture. La désignation de boucs émissaires et leur élimination sacrificielle est la solution trouvée par les sociétés de toutes les époques pour obtenir un apaisement. Mais pour qu'il y ait apaisement faut-il encore croire à la culpabilité des boucs émissaires. Le bouc émissaire doit faire l'unanimité contre lui, tout le monde doit être convaincu de sa culpabilité, sans quoi le mécanisme sacrificiel n'est plus efficace.

C'est là que le bât blesse. Le message biblique et, tout particulièrement, la vie, la mort et le message du Christ, ont contribué de manière définitive à la prise de conscience que l'on ne peut pas se reposer sur la désignation unanime d'un coupable pour qu'il le soit réellement. Or, si la désignation collective de coupables aboutit toujours à la condamnation d'innocents, la société ne pourra pas y trouver un réel apaisement. Le mécanisme sacrificiel est donc enrayé. Il ne reste que des violences qui vont et viennent sans cesse et risquent de mettre en péril la société tout entière...

En conclusion, pour sortir de toute urgence de la crise sacrificielle, il est important de se joindre à tous les organismes, associations,

groupes et mouvements qui s'engagent à :

- *clamer haut et fort que les victimes désignées ne sont pas coupables et que la responsabilité de la crise sociale et économique nous appartient*
- *dénoncer les comportements xénophobes*
- *avouer notre manque de courage et de lucidité pour avoir laissé faire le pouvoir financier*
- *reconnaître notre responsabilité de consommateurs dans la déstabilisation du monde du travail*
- *poser des actes en vue d'une société plus solidaire où chacun puisse vivre dans la dignité grâce à un travail payé à sa juste valeur*

*Joël Pinto,
pasteur à la retraite,
président de la COTEC
(commission de travail
œcuménique de Neuchâtel),*

Neuchâtel



7 Du Jura au Sahel, l'exemple d'une agriculture durable

Aider les petits paysans du Sud à améliorer leurs techniques agricoles par des moyens simples et appropriés

Introduction

Manger à sa faim fait partie des premiers besoins fondamentaux de l'être humain depuis toujours. Aujourd'hui encore, presque la moitié de la population mondiale active consacre son temps à la production de nourriture, soit 1 milliard 300 millions. L'immense majorité cultive avec des moyens très simples : la pioche ou la daba (petite pioche à manche court) ; 300 millions ont la traction animale et seulement 50 millions ont des tracteurs. Parmi cette petite tranche de paysans mécanisés, une majorité exploite des terres sur le principe de l'exploitation familiale de manière assez équilibrée et une minorité a passé dans l'agro-industriel.

Ces « agro-business men » produisent des volumes gigantesques au détriment de l'équilibre des cycles naturels. Ce sont des dévoreurs d'énergie : mécanisation lourde,

grande utilisation d'engrais chimiques, pesticides, OGM, irrigation démesurée, etc. C'est le modèle qui inspire encore les décideurs de l'OMC, en relation avec l'industrie agroalimentaire, qui impose le dictat de ses prix à la planète entière via la Bourse de Chicago sur les denrées alimentaires.

Conséquences pour l'agriculture paysanne

L'agriculture paysanne mondiale est mise à genoux par ce modèle de surproduction à des prix défiant toute concurrence. Pourtant cet agro-business n'a pas d'avenir, il surexploite les terres et les nappes phréatiques, il est trop énergivore.

Le marché, sans régulation qui tienne compte des structures locales, est une catastrophe pour l'agriculture durable qui vit le fragile équilibre des saisons et écoule sa production sur les marchés de proximité. Il se trouve



sans cesse déséquilibré par des actions subventionnées de déchargement des marchés saturés.

Très souvent, les paysans vendent leurs denrées au-dessous des prix de production. Le professeur Marcel Mazoyer, ancien président du comité du programme de la FAO avertit : « Le prix international des céréales est inférieur au coût de production pour 85 % des volumes produits dans le monde ». Conséquences de cela : un large abandon de la profession par toute une frange de petits paysans du Nord au Sud de la planète, avec pour effet une « perte du savoir » en agriculture : l'exode rural est un cataclysme pour la planète. Pourtant ceux qui déséquilibrent les marchés aujourd'hui seront incapables de nourrir la planète demain.

Ce n'est pas facile de relever le défi d'une agriculture durable où le paysan est pris en compte et non seulement la marchandise. Au niveau de l'aide au développement mondial, ce mode d'agriculture, pourtant prioritaire, ne reçoit que trois petits pourcent de l'aide totale destinée au tiers-monde !

Témoignage personnel orienté vers les pays sahéliens

Lors d'un voyage missionnaire au Burkina-Faso, un ami sénégalais m'a dit : « Tu sais, chez nous au Sahel, à la fin de la saison des pluies, il y a autant d'herbe que chez vous, mais personne ne la fauche ». Comme paysan du Jura, j'ai eu l'idée de prendre une faux et son matériel d'entretien. Dans une école de formation de pasteurs de brousse avec une

petite structure agricole, nous avons fauché de l'herbe de brousse que nous avons stockée à l'abri des termites (dans une chambre d'étudiant vide). Durant l'hiver, le missionnaire m'a téléphoné et dit : « Tu sais, ton foin, les animaux l'ont mangé jusqu'au dernier brin durant la saison sèche ».

Alors, à quelques-uns (paysans, paysagiste, expatrié burkinabé), nous avons fondé l'ONG Jéthro dans le but d'aider les petits paysans du Sud à améliorer leurs techniques agricoles par des moyens simples et appropriés : récolte du foin, rotation des cultures, utilisation du fumier dans les champs. Dans nos nombreux voyages, nous avons tout de suite été solidaires et complices avec eux. On travaille tous la terre ! Ils pensaient qu'en Europe on était tous dans des bureaux. A la difficulté du travail de la terre, s'ajoute souvent le mépris de certaines élites : « Si tu ne réussis pas ton certificat (de fin de scolarité), tu seras cultivateur ». C'est pourtant prioritaire de revaloriser cette profession, on pourrait même parler de vocation, sur une planète qui porte 1 milliard 200 millions d'affamés.

Dans les pays du Sahel en particulier, et en Afrique en général, il n'y aura pas de décollage économique, pas d'amélioration du niveau de vie pour tous, si on ne se préoccupe pas des petits paysans qui sont le 80% de la population. Nous sommes dans un processus de formation de base, village par village. 800 paysans ont déjà bénéficié de l'enseignement et ont reçu un équipement simple contre une modeste participation financière de CHF 12.50.



S'ils récoltent suffisamment de foin et creusent une fosse fumière, l'association subventionne les trois quart d'une génisse pour améliorer le quotidien de la famille. Actuellement une école d'agriculture est en construction pour qu'ils aient aussi leur lieu d'études, eux qui n'ont souvent pas eu l'occasion d'aller à l'école.

Premiers effets

- *La production des champs augmente considérablement et des mères de famille, qui sont les bienvenues à la formation, peuvent envisager sereinement la période de soudure : l'attente de la nouvelle récolte.*
- *Des enfants sont scolarisés en plus grand nombre.*
- *Une banque de céréales a été construite pour régulariser les prix à la faveur des paysans.*

Suggestions

Aidons les paysans à produire pour la consommation locale. Si des échanges de denrées sont faits avec le Nord, privilégions les filières équitables, ce sont les seules qui protègent le petit paysan du Sud. Il est un acteur incontournable de la structure socio-économique et culturelle d'une nation.

Le même combat se vit chez nous. Les fermes à taille humaine ont de plus en plus de peine à survivre. Souvent le prix payé au producteur n'a plus rien à voir avec ce que le consommateur paie. Prenons l'exemple du kilo de

pain, qui est formé à 95 % de blé : le producteur ne reçoit que 50 centimes du prix payé par le consommateur.

Consommer en achetant directement au producteur est possible, mais c'est un acte citoyen qui demande de l'énergie. C'est tellement plus simple de faire ses courses dans une grande surface et ressortir avec tout ce dont on a besoin. Peut-être que la vente par internet est une piste pour l'avenir, mais nous avons besoin de la collaboration de consommateurs responsables qui jouent le jeu.

*Claude-Eric Robert, agriculteur
président de l'association Jéthro,
la Chaux-de-Fonds
www.association-jethro.org*



8 Exemple

Une lutte solidaire

*Ma présence et mon soutien
les aident à retrouver un peu
d'espoir pour continuer à vivre*

En 2005, après trente huit ans de service comme maîtresse enfantine à Vevey, j'avais atteint la limite d'âge. Trop jeune pour rester inactive, je choisis de me mettre à disposition des requérants d'asile. Je commence à plein temps comme bénévole à la Coordination d'Asile Riviera créée une année auparavant.

Dès le début, j'ai été confrontée aux peurs et aux angoisses de personnes recevant pour la énième fois un refus de séjourner en Suisse, alors qu'elles ne pouvaient pas retourner dans leur pays pour de multiples raisons. J'ai dû apprendre à ne pas m'effondrer, moi non plus, devant ces décisions que je trouvais injustes et inhumaines.

Parler de mon bénévolat est difficile, tellement mes activités sont diverses et variées. Je suis souvent sollicitée par des personnes ayant eu connaissance de mon

engagement auprès des requérants d'asile. C'est à chaque fois l'occasion d'une nouvelle rencontre pour prendre connaissance de la situation et pour envisager ce qui peut être entrepris.

Il arrive que je reçoive le téléphone d'un requérant effondré m'annonçant la mauvaise nouvelle d'un refus du SPOP ou de l'ODM ! C'est le choc : des femmes en pleurs, des enfants prostrés, des hommes qui ont peur d'être arrêtés par la police et internés à Frambois. Il faut agir le plus vite possible. Ma présence et mon soutien dans ces moments d'angoisse et de stress les aident à tenir le coup, à retrouver un peu d'espoir pour continuer à vivre. Ils sont soulagés quand je leur propose de les accompagner chez leur mandataire au SAJE ou chez leur avocat, et de les aider dans leurs démarches. Ce n'est pas facile de téléphoner et d'écrire des lettres quand on ne maîtrise pas bien le français, en



plus, cela coûte très cher avec un Natel ! Je les accompagne au SPOP car ils ont peur d'y aller seuls. Les fonctionnaires font pression sur eux et les menacent d'être arrêtés par la police et renvoyés dans leur pays. Ils me disent combien le ton change quand je suis présente !

Les requérants ont souvent des problèmes avec l'EVAM et je passe aussi beaucoup de temps à téléphoner ou à écrire des lettres afin que leurs droits soient défendus. J'aimerais citer trois exemples de situations vécues.

- *Une mère de famille reçoit de l'EVAM une lettre de menace où il est écrit en gras « suppression immédiate d'indemnités » pour des papiers non fournis. La requérante, qui avait effectué l'envoi, s'est adressée à son assistant social. Malgré les nombreux appels, il n'y a pas donné suite. A sa demande, je suis intervenue auprès des services de l'EVAM. La requérante était en possession de toutes les quittances des lettres recommandées qu'elle avait envoyées. Il s'est avéré que la fonctionnaire les avait perdues ! La sanction n'a pas été appliquée !*
- *Une famille de cinq enfants a vécu des mois avec une infiltration d'eau dans le plafond de son salon. Elle ne pouvait pas allumer la lumière par crainte d'un incendie. Malgré les nombreux téléphones à l'EVAM, on la laissait dans cette situation dangereuse. Suite à mon intervention, un mois plus tard, cette famille déménageait dans un nouvel appartement !*

- *Des fours qui ne fonctionnent plus, un aspirateur qui tombe en panne, un frigo qui rend l'âme en plein été, les requérants ont beau téléphoner et retéléphoner, ils peuvent attendre... Il suffit d'un, parfois deux téléphones de ma part pour que la réparation s'effectue. J'ai même entendu un fonctionnaire de l'EVAM me dire « que les requérants abîmaient leur four... parce qu'ils y cuisaient du pain !!! »*

Les requérants se sentent souvent humiliés et atteints dans leur dignité, et tout particulièrement dans les centres d'aide d'urgence où leur quotidien est vraiment très, très difficile ! Un accompagnement est indispensable.

Les requérants savent qu'ils peuvent me joindre en tout temps. Un matin, à 7h, je reçois le téléphone de Z., jeune Erythréenne de 22 ans ayant déserté l'armée: « Poliz, poliz, viens ! » Je me rends immédiatement au centre d'aide d'urgence de Vevey. J'y rencontre trois policiers qui viennent la chercher pour la mener à Zurich, puis en Italie, puisqu'elle est un « cas Dublin ». Elle sait ce qui l'attend puisque il y a six mois, elle a déjà été réveillée très tôt le matin et emmenée de force à Rome. Alors en habit de nuit, elle n'avait pas d'argent, ni d'adresse où aller. Elle y a été séquestrée pendant un mois par un homme. Elle a pu s'enfuir et revenir en Suisse redemander l'asile, alors enceinte de viols répétés. Et on veut la renvoyer une deuxième fois ? Grâce à cet appel, avec l'aide de son mandataire du SAJE et de nombreux téléphones, le renvoi est stoppé le



jour même à Lausanne. Une année de luttes a suivi où elle a vécu dans la peur d'un nouveau renvoi. Je ne veux pas entrer dans les détails des pressions et des menaces qu'elle a subies à chaque fois que je l'accompagnais au SPOP ! Heureusement, grâce à toutes les démarches entreprises, avec l'aide précieuse de son juriste, elle a reçu cet été un permis B Réfugié ! Quelle victoire et quel soulagement ! Sans réponse à son appel à l'aide, que serait-elle devenue ?

Heureusement, il y a de temps en temps une bonne nouvelle ! Un requérant reçoit un permis F ou un permis B ! C'est la fête, et cela nous redonne du courage pour aller de l'avant et continuer la lutte.

Une relation d'amitié s'est établie avec plusieurs requérants au fil de ces années de combat, je continue à accompagner celles et ceux qui ont reçu un permis F ou B. Ils ont encore besoin d'aide et de soutien. S'ils sont soulagés de pouvoir rester en Suisse, c'est le début d'une autre galère pour trouver un travail et un appartement !

Mon engagement auprès des réfugiés a suscité toute une chaîne de solidarité chez mes proches, chez mes amis, chez les amis de mes amis... Régulièrement, je reçois des habits d'adultes et d'enfants, de la vaisselle, des objets de toutes sortes, et même de l'argent ! Ce sont des moments de pur bonheur quand je peux redistribuer ce que je reçois ! J'assiste à des défilés de mode avec des enfants heureux d'avoir des habits comme leurs camarades ! Je suis en relation avec l'Association « SOS Futures Maman »

qui me donne beaucoup d'habits pour nouveaux-nés et enfants en bas âge.

A la fin de ce témoignage, j'aimerais dire combien ce bénévolat est enrichissant, avec tout ce qu'il m'apporte de joies, de belles rencontres et de beaux moments ! Je suis très touchée et impressionnée par le courage et la foi des requérants dans l'épreuve. Je mesure combien il est important que des Suisses s'impliquent dans leur défense pour qu'ils soient accueillis et traités avec plus d'humanité et de dignité.

Je vis une très belle expérience et je suis heureuse de mettre mon temps et mes compétences au service de ces personnes qui n'ont pas choisi de naître dans un pays où règnent la guerre, la corruption et la violence.

*Danielle Mamin,
institutrice à la retraite,
Vevey*



9 Abréviations utiles

SPOP	Service à la Population
ODM	Office Fédéral des Migrations
Frambois	Prison administrative à Genève pour le renvoi des requérants d'asile déboutés
EVAM	Etablissement Vaudois d'Aide aux Migrants
SAJE	Service d'Aide Juridique aux Exilés
Cas Dublin	personne ayant transité par un autre pays et qui y a demandé l'asile. On renvoie souvent en Italie des personnes qui y ont transité sans y avoir demandé l'asile, mais à qui on a pris les empreintes au sortir du bateau (cf Z.)

Quelques livres à lire

ARLETTAZ Silvia, *Citoyens et étrangers sous la République helvétique (1798 – 1803)*, Genève, Ed. Georg, 2005

ARLETTAZ Gérald et Silvia, *La Suisse et les étrangers, Immigration et formation nationale (1848 - 1933)*, Lausanne, Ed. Antipodes, 2004

CHARLIER Sophie (coll.), *Souveraineté alimentaire: regards croisés*, Louvain-la-Neuve, Ed. Presses Universitaire de Louvain, 2007

CISSOKHO Mamadou, *Dieu n'est pas un paysan, Préface d'Abdou Diouf*, Grad, Ed. Présences africaines, 2009

Déclaration de Berne, *Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières*, Lausanne, Ed. D'en bas, sept. 2011

Déclaration de Berne, *AGROPOLY - Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation*, Bern, Ed. Déclaration de Berne, 2010

KESHAVJEE Shaffique, *La princesse et le prophète. La mondialisation en roman*, Paris, Ed. Le Seuil, 2004

NIGGLI Peter, *La mondialisation, et après. Quel développement au 21ème siècle?*, Lausanne, Alliance Sud, 2004

PASQUIER Roger, *Marie Pittet l'émigrée: des Fribourgeois en Patagonie chilienne*, Fribourg, Ed. La Sarine, 2008

ZIEGLER Jean, *Destruction massive, Géopolitique de la faim*, Paris, Ed. du Seuil, oct. 2011



10 Quelques liens utiles pour le web

www.uniterre.ch

**Syndicat Uniterre
pour une agriculture durable**

Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
T. 021 601 74 67

UNITERRE est un syndicat agricole. Il entend défendre toutes les paysannes et tous les paysans, sans distinction de production ni de taille d'exploitation.. Uniterre est membre de La Via Campesina, mouvement international qui coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Sud et d'Amérique du Nord.

www.landfrauen.ch

Union suisse des paysannes et femmes rurales USPF

Secrétariat général
Laurstrasse 10
5201 Brugg
T. 056 441 12 63

Très active dans la défense des femmes dans le monde rural, cette fédération offre de multiples possibilités de formation et de documentation.

www.alliancesud.ch

Alliance Sud

Av. de Cour 1
1007 Lausanne
T. 021 612 00 95

Alliance Sud est la Communauté de travail pour

la politique de développement de Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper.

www.evb.ch

Déclaration de Berne

Association suisse
pour un développement solidaire
Rue de Genève 52
1004 Lausanne
T. 021 620 03 03

La Déclaration de Berne agit en Suisse. De nombreuses décisions, prises ici, ont un impact direct sur les populations pauvres des pays du Sud: loi sur les brevets, stratégie des multinationales suisses, réglementation de la place financière. La Déclaration de Berne informe sur ce que font les acteurs économiques et politiques suisses.

www.acpch.ch

Fédération de l'agriculture contractuelle de proximité

En avril 2008, quelques 20 initiatives romandes se sont formées en Fédération. Toutes partagent des relations directes entre producteurs et consommateurs.

On trouve leur liste par canton sur un document PDF à télécharger à partir du lien suivant :

<http://www.acpch.ch/websites/acp/images/stories/pdf/flyer2011der.pdf>

www.eurovia.org

Coordination européenne Via Campesina. Regroupe les organisations paysannes de plusieurs pays européens et milite contre le phénomène d'accaparement des terres qu'elle considère comme une menace à la sécurité alimentaire des pays du Sud.

www.grain.org

GRAIN est une petite organisation internationale qui soutient les paysans



II Quelques adresses utiles

Canton de Fribourg

Centre de contact
Suisse-Immigrés
Bd de Pérolles 91
1700 Fribourg
T. 026 424 21 25

Point d'ancrage
Africanum
Vignettaz 57
1700 Fribourg
T. 079 661 43 84

Canton de Neuchâtel

Centre social protestant (CSP)
Parcs 11
2000 Neuchâtel
T. 032 722 19 60

Caritas
Vieux-Châtel 4
2000 Neuchâtel
T. 032 886 80 70

Canton de Berne-Jura

Centre social protestant
Berne-Jura (CSP)
Rue Centrale 59
2720 Moutier
T. 032 493 32 21

Canton de Genève

Centre de contact
Suisse-Immigrés
Rte des Acacias 25
1227 Acacias
T. 022 304 48 60

Centre social protestant
14, Rue du Village
1211 Genève
T. 022 80 70 700

Canton de Vaud

La Fraternité – CSP
Pl. Arlaud 2
1003 Lausanne
T. 021 213 03 53

Point d'Appui
Rue Dr César-Roux 8
1005 Lausanne
T. 021 312 49 00

www.eglisemigrationvd.com

site web de tous les CSP:
www.csp.ch

Suisse

FEPS, Fédération des Eglises
Protestantes de Suisse

www.feeps.ch



CPRSI

Commission protestante romande
Suisse-Immigrés